

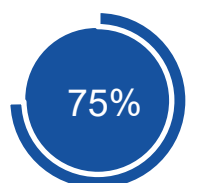
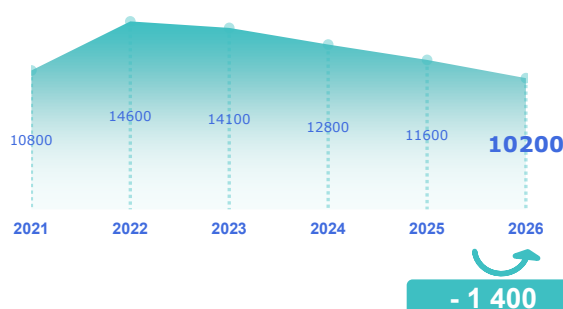


ENQUÊTE BESOINS EN MAIN-D'ŒUVRE 2026

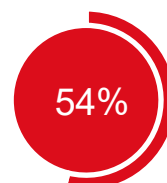
CLPE - CHAMBÉRY

STATISTIQUES, ÉTUDES ET ÉVALUATION

Les projets de recrutement



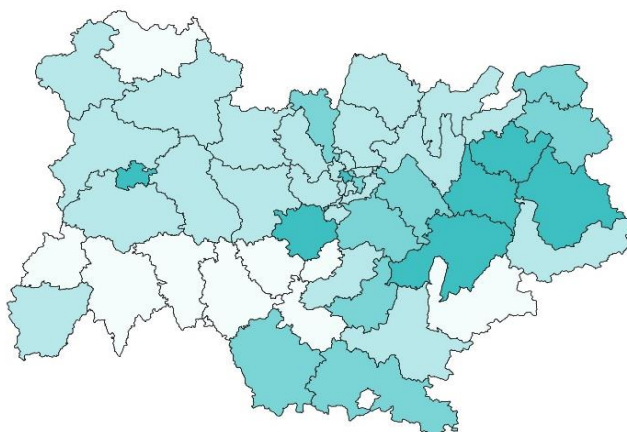
des projets ne
sont pas liés à
une activité
saisonnière



des projets sont
jugés difficiles à
réaliser par les
employeurs

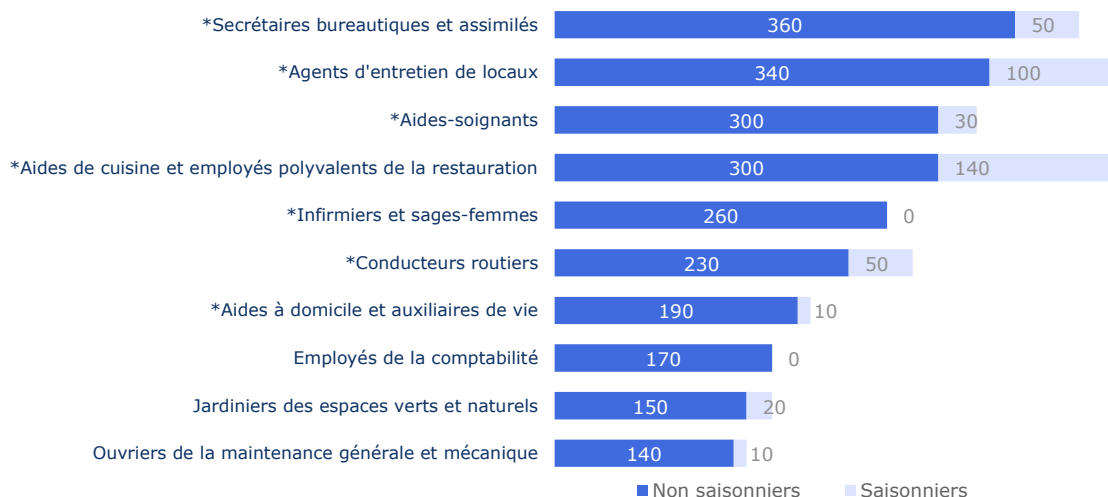
Répartition par CLPE

Nb projets 2026

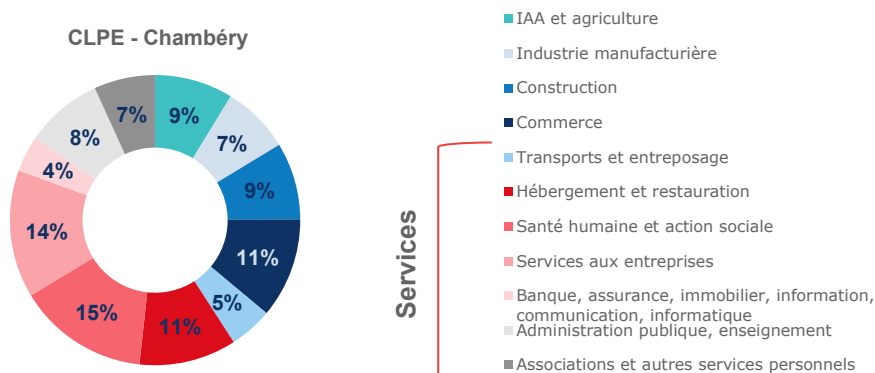


TOP 10 des métiers non saisonniers (H/F)

Les métiers précédés d'une * font également partie du TOP 10 des métiers non saisonniers régionaux.

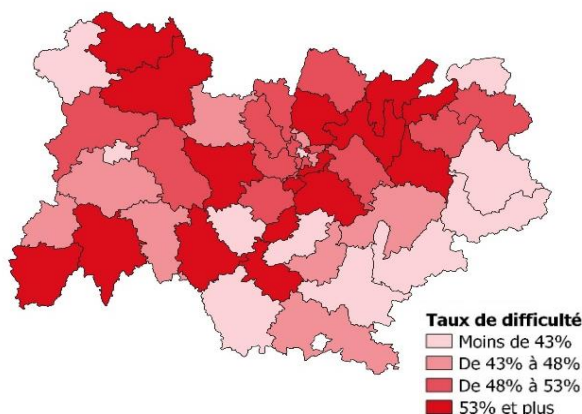


Répartition par secteur d'activité

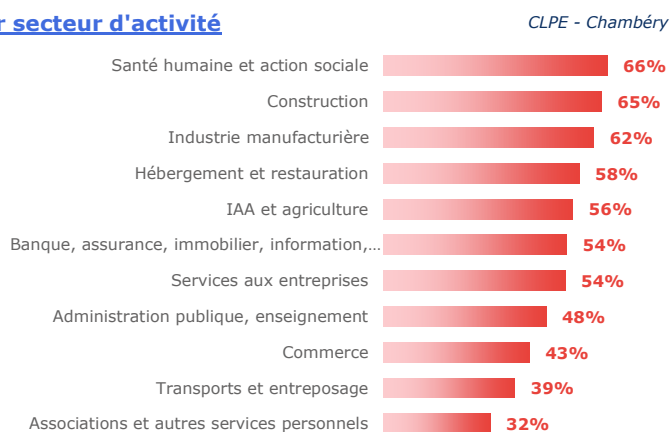


Les difficultés de recrutement

Part de projets jugés difficiles par CLPE



Par secteur d'activité



Les métiers difficiles à pourvoir

Métiers classés par taux de difficulté décroissant

	Projets 2026	dont difficiles	% difficiles		% saisonniers
			CLPE	Région	
Techniciens du contrôle qualité	130	130	97%	88%	0%
Ouvriers de l'assainissement et du traitement des déchets	150	150	97%	37%	16%
Employés et professions intermédiaires de l'immobilier	130	120	96%	63%	0%
Aides-soignants	330	300	91%	75%	8%
Infirmiers et sages-femmes	260	230	87%	69%	0%
Personnels de ménage chez des particuliers	120	100	87%	74%	12%
Aides à domicile et auxiliaires de vie	200	170	84%	65%	7%
Employés des services divers	110	90	83%	51%	93%
Ouvriers mécaniciens de véhicules	130	100	78%	65%	3%
Educateurs spécialisés et autres intervenants socio-éducatifs	110	90	75%	63%	0%

Lecture: Techniciens du contrôle qualité est le métier qui présente le plus fort taux de projets jugés difficiles sur le territoire. 97% des projets de recrutement de ce métier sont jugés difficiles sur le territoire contre 88% au niveau régional. Par ailleurs, 0% des projets de ce métier dans ce territoire sont liés à une activité saisonnière.



EN SAVOIR +

Retrouvez l'ensemble des publications sur :
www.observatoire-emploi-ara.fr

MÉTHODOLOGIE

Le champ de cette enquête est le même que celui de l'enquête 2025, soit :

- les établissements relevant de l'Assurance chômage,
- les établissements de 0 salarié ayant émis au moins une déclaration d'embauche au cours des 12 derniers mois,
- les établissements du secteur agricole,
- les établissements du secteur public relevant des collectivités territoriales (communes, régions...),
- les établissements publics administratifs (syndicats intercommunaux, hôpitaux, écoles...).

L'enquête porte donc sur l'ensemble des employeurs hors administrations de l'État (Ministères, Police, Justice...) et entreprises publiques (Banque de France...). Cette définition correspond au total à 270 000 établissements en Auvergne-Rhône-Alpes (extraits du répertoire SIRENE), dont 208 200 ont été interrogés cette année.

Près de 48 800 établissements ont répondu au questionnaire en Auvergne-Rhône-Alpes. Les résultats ont ensuite été redressés pour être représentatifs de l'ensemble des établissements de la région.

La reproduction des renseignements contenus dans cette étude est autorisée sous réserve d'en mentionner la source.